

Le pluralisme de la presse pour une démocratie vivante

Thème du premier débat citoyen organisé à Mulhouse le 21 novembre 2013

Il a fallu affronter vent et neige pour participer au premier débat citoyen organisé par notre association. Cela n'a pas rebuté une belle assistance. Les élus et représentants de partis politiques ainsi que des syndicats* étaient bien présents et ont, par leurs interventions et leurs prises de position, apporté une valeur ajoutée au débat.

Ce thème a été choisi devant la crainte d'une uniformisation des contenus des deux quotidiens alsaciens et le risque de plus en plus évident d'une absorption du journal L'Alsace par les DNA.

Le débat a tourné autour de deux thèmes : la nature de la crise de la presse quotidienne régionale, les moyens de s'en sortir et la spécificité alsacienne avec ses deux quotidiens.

Dans son exposé liminaire, Jean-Marie Charon, sociologue, chercheur au CNRS et grand spécialiste des médias dans notre pays, a cerné les raisons de la crise due à plusieurs facteurs qui ne sont pas conjoncturels : la concurrence des nouveaux médias qui prennent du lectorat et des ressources publicitaires à la presse quotidienne papier mais aussi le manque d'initiative de cette dernière. Les mesures prises par les directions telles que la concentration des titres, les plans sociaux liquidant des emplois et des compétences, ont amoindri les capacités de la presse papier à trouver sa place dans le nouveau paysage médiatique.

Faute de recherche et développement (seule Ouest France s'y était intéressée), la presse quotidienne et notamment la presse régionale, n'a pas connu de réelles innovations rédactionnelles alors que les nouvelles technologies de l'information s'imposaient avec leurs avantages et leurs défauts.

Là où il fallait investir dans les contenus, dans la recherche, dans l'interprétation des faits, du niveau global jusqu'au local, les entreprises de presse ne se sont pas donnés les moyens nécessaires à cette fin.

Le rôle spécifique de la presse écrite

Marcel Gay, ancien grand reporter à l'Est Républicain et Daniel Bordur, membre de la commission de la carte pour le Syndicat National des Journalistes, ont, par leur témoignage, mis en évidence les difficultés de plus en plus grandes que rencontrent les journalistes pour faire leur travail. Ils sont de plus en plus soumis à la précarité de leur emploi et du manque de moyens pour leur mission de recherche et d'analyse de l'information. Ils n'ont pas éludé le fait que de nombreux sondages montrent que les lecteurs ont des doutes sur la véracité et l'honnêteté du contenu des quotidiens.

Tous les intervenants, y compris parmi l'assistance, ont fait état du besoin d'une presse capable d'aider à décrypter l'information, à lui donner du sens. L'internet n'apparaît pas un concurrent car c'est le règne de l'immédiateté, souvent de l'à-peu-près, parfois de la manipulation...

Mais cette attente est rarement satisfaite et la perte continue du lectorat peut être mortifère. Les options retenues par la grande majorité de la presse quotidienne régionale n'inversent pas la tendance. Nous n'avons jamais connu une telle concentration : les quelque 56 quotidiens régionaux appartiennent tous à cinq ou six groupes. Cette opération qui a vu disparaître des dizaines de titres, n'a rien réglé : le secteur continue de décliner.

Or, le débat avec l'assistance l'a prouvé : il y a besoin d'une presse quotidienne papier. Les représentants des partis politiques présents (Aline Parmentier pour le PC et Gilbert Buttazzoni pour le PS) ont développé cet argument avec force. Ils savent bien que la seule utilisation des sites sur Internet (qu'ils maîtrisent d'ailleurs parfaitement) ne suffit pas pour alimenter le débat public et citoyen.

Une presse aux seules mains des puissances financières ?

Peut-on dès lors laisser la presse sous le contrôle des seules puissances d'argent ? La presse qui appartenait à des dynasties familiales a disparu, place a été faite aux banques et aux secteurs financiers. C'est ce que voulait éviter le Conseil National de la Résistance quand il a édicté ses ordonnances et mis en place un système d'aides à la presse pour que l'indépendance des journaux soit garantie. Or, là également, la crise se manifeste et un éditeur présent dans la salle a fait part des conséquences dramatiques de la révision des aides postales à la distribution pour sa revue.

Force est de constater qu'il faut revoir rapidement ce système d'aides à la presse qui n'atteint pas son objectif : l'intervention de Francis Hillmeyer, député UDI et donc législateur, a bien cerné l'objet même du débat : on ne peut laisser les seuls financiers décider de l'avenir de la presse en France. Marc Peyrade, secrétaire général de la FILPAC-CGT, qui a fait le déplacement de Paris

pour assister à ce débat, a tracé les revendications syndicales qui ne se limitent pas à protester mais sont de nature à trouver des solutions économiques et sociales pour assurer le développement de la presse.

Le cas particulier de la région Alsace

Nous faisons partie d'une de ces rares régions où coexistent encore deux quotidiens. Cela n'est pas du fait du hasard. La bipolarité géographique de l'Alsace se retrouve aussi dans le domaine économique, social, culturel. Le sénateur Henri Goetschy l'a fortement rappelé en considérant que la presse alsacienne devait se renforcer pour défendre les spécificités de la région, dont sa langue qu'il considère en danger, voire en voie de disparition.

Il s'en est fallu de peu pour qu'en 1972, le quotidien mulhousien ne connaisse le sort des 13 autres journaux nés à la Libération et qui ont disparu au fil des ans. Au bord de la liquidation, le journal L'Alsace a dû son salut au Crédit Mutuel qui a répondu aux différentes sollicitations pour racheter l'entreprise. S'en est suivi un vrai investissement pour développer le journal, renforcer sa présence sur sa zone de diffusion et gagner d'autres espaces. C'est pour cela que l'édition de Belfort a été transformée en quotidien à part entière appelé « Le Pays ». Cette stratégie se comprenait pour peu qu'on connaisse les particularités du sud de l'Alsace et son ouverture économique bien plus importante vers le Territoire de Belfort et le Doubs que vers Sélestat ou Strasbourg.

Or, c'est ce même Crédit Mutuel qui est aujourd'hui propriétaire de tous les quotidiens de l'est de la France, des frontières luxembourgeoises jusqu'à la Provence, réalisant le plus gros tirage de la presse en France avec ses 1,2 millions d'exemplaires vendus. Mais à présent, comme l'ont précisé Marcel Gay et Daniel Bordur, le Crédit Mutuel rationalise, restructure, uniformise les contenus...

Jean-Marie Charon a rappelé que toutes les concentrations font disparaître des lecteurs. La liquidation du Pays, journal belfortain, va faire perdre des lecteurs au groupe. Est-ce cela la finalité d'un propriétaire de journaux ? Ce n'est pas en investissant dans la presse que l'on atteint des rentabilités à deux chiffres. Mais ces banquiers ne sont pas des philanthropes. Alors, où sont leurs intérêts ?

Sûrement dans l'espoir de pouvoir contrôler, via les entreprises de presse, les évolutions économiques, sociales et politiques des secteurs concernés.

Nous sommes loin des missions confiées à la presse par ceux qui l'ont refondée au lendemain de la guerre : développer la démocratie dont les citoyens avaient été privé durant de longues années sombres.

Un grand consensus s'est développé pour conclure cette soirée-débat : malgré les reproches qui peuvent être faits à la presse, à son manque de pluralisme, à son absence dans la confrontation des idées, à son parti-pris au profit des pouvoirs en place, notre région a besoin de ses deux quotidiens. Ils peuvent, tout en appartenant au même groupe, développer une indépendance éditoriale d'autant plus essentielle qu'ils s'adressent à des populations différentes.

Mais pour cela, il faut une action convergente entre les salariés du quotidien, le lectorat, les forces vives de notre région. C'est avec cet objectif que la soirée se termina, clôturée par une chanson célébrant les 50 ans de L'Huma, retrouvée et interprétée par Daniel Muringer. L'artiste a eu le dernier mot.

*Aline Parmentier pour le PC, Gilbert Buttazonni pour le PS, Christine Weigel du Parti de Gauche

*Francis Hillmeyer, député et Henri Goetschy, ancien sénateur et ancien président du Conseil général du Haut-Rhin